



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 2 SEPTEMBRE 1899.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2125

#### Nominations

##### DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 25 août 1899.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 25 août 1899, en vertu des dispositions de l'article 728 du code municipal, de nommer MM. Damase Bérubé, Nérée Morin et Michel Chénard, estimateurs de la municipalité de Sainte-Hélène, comté de Kamouraska, en remplacement d'eux-mêmes. 3079

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 24 août 1899, de nommer M. Auguste Lavoie, agriculteur, de la paroisse de Sainte-Luce, dans le comté de Rimouski, agent des terres et des bois de la Couronne pour la division ouest de Rimouski, en remplacement de M. Joseph Magloire Côté. 3133

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 27 mars 1897, pour Saint-Alphonse de Thetford, comté de Mégantic, et de nommer par commission en date du 25 août 1899, MM. Napoléon Cyr, Louis Martel,

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 2nd SEPTEMBER, 1899.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number. 2126

#### Appointments

##### PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 25th August, 1899.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, on the 25th of August, 1899, in virtue of the provisions of article 728 of the municipal code, to appoint Messrs. Damase Bérubé, Nérée Morin and Michel Chénard, valuers of the municipality of Sainte-Hélène, county of Kamouraska, to replace themselves. 3080

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 24th of August, 1899, to appoint Mr. Auguste Lavoie, farmer, of the parish of Sainte-Luce, in the county of Rimouski, Crown land timber agent for the west division of Rimouski, to replace Mr Joseph Magloire Côté. 3134

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission of the summary trial of small causes, dated the 27th of March, 1897, for Saint Alphonse de Thetford, county of Mégantic, and to appoint by commission dated the 25th of August, 1899, Messrs. Napoléon

Francis Landry, Alphonse Blais, Aurèle Roy, Joseph Vallières et Alfred Gagnon, commissaires de la dite cour. 3135

Cyr, Louis Martel, Francis Landry, Alphonse Blais, Aurèle Roy, Joseph Vallières and Alfred Gagnon, commissioners of the said court. 3136

Proclamations

Canada, }  
Province of } L. A. JETTÉ.  
Québec. }  
[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU qu'en vertu de l'article 2342 des statuts réfondus de la province de Québec, Nous avons jugé à propos, par et avec l'avis et le consentement du Conseil Exécutif de Notre dite province, que les termes de la Cour de Circuit pour le comté de Nicolet soit fixés pour l'avenir aux dates suivantes, savoir : le dixième et le onzième jour des mois de février, avril, juin, septembre et décembre de chaque année ;

A CES CAUSÉS, et sous l'autorité des statuts ci-dessus cités, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons : que la cour de circuit pour le comté de Nicolet, siégeant à Nicolet, sera tenue à l'avenir, le dixième et le onzième jour des mois de février, avril, juin, septembre et décembre de chaque année.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-QUATRIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre, JOS. BOIVIN,  
3081 Assistant-secrétaire de la province.

Canada, }  
Province of } L. A. JETTÉ.  
Québec. }  
[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qu devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIX-NEUVIÈME jour d'AOUT dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—

S LUT :

Proclamations

Canada, }  
Province of } L. A. JETTÉ.  
Québec. }  
[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS in virtue of article 2342 of the revised statutes of the province of Québec, We have deemed expedient, by and with the advice and consent of the Executive Council of our said province, that the terms of the Circuit Court for the county of Nicolet, be fixed in future on the following dates, viz : the tenth and eleventh day of the months of February, April, June, September and December of every year.

NOW KNOW YE, that under the authority of the statutes above cited, We have ruled and ordained, and do hereby rule and ordain : that the Circuit Court for the county of Nicolet, sitting at Nicolet, shall be held in future on the tenth and eleventh day of the months of February, April, June, September and December of every year.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TWENTY-FOURTH day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command, JOS. BOIVIN,  
3082 Assistant provincial secretary.

Canada, }  
Province of } L. A. JETTÉ.  
Québec. }  
[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councilors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the NINETEENTH day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, you and each of you—GREETING :

## PROCLAMATION.

**A**TTE<sup>N</sup>DU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DIX NEUVIEME jour du mois d'AOUT mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le VINGT-HUITIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEPTIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

2815

## Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-cinquième jour d'août courant, incorporant Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, entrepreneur ; Paul Galibert, gentilhomme ; James Westley Tester, marchand ; Avila Chretien Zuagg, médecin ; Narcisse Théophile Gagnon, marchand ; et Frederick Westbrooke, comptable, tous des cité et district de Montréal ; et Thomas Anderson Trenholme, gentilhomme, de Montréal-Ouest, dans le dit district, pour les fins suivantes :

(a) D'acheter, acquérir et prendre de Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, les affaires maintenant conduites par lui sous le nom de "The Laprairie Pressed Brick Company," comprenant les immeubles, matériel, machines, clientèle, patentes, marques de commerce et tout l'actif quelconque en rapport avec les dites affaires ;

(b) De faire les affaires comme manufacturiers de briques, tuiles et tous autres articles faits avec l'argile ou schiste ;

(c) En faire le commerce, soit par achat, vente, loyer ou autrement, aucune espèce de matériel utile pour faire les dites affaires ; et de plus de louer ou acheter et posséder des immeubles dans le but des dites affaires ; de construire toutes bâtisses pour les affaires de la compagnie, et résidences pour les employés ou autres en rapport avec icelles, magasins et autres bâtisses dans le but de faire les affaires de marchands en général, et d'acheter et vendre tous tels immeubles ;

(d) Acquérir par aucune sorte de contrat, posséder, exploiter, vendre et louer tous ou aucun droit de patente en rapport aux susdites affaires, ou nécessaires ou convenables aux dites affaires de la dite

## PROCLAMATION.

**W**HEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the NINETEENTH day of the month of AUGUST, one thousand eight hundred and ninety-nine, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTH day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Quebec.

2816

## Government Notices

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing dated the twenty-fifth day of August instant, incorporating Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, contractor ; Paul Galibert, gentleman ; James Westley Tester, merchant ; Avila Chretien Zuagg, physician ; Narcisse Théophile Gagnon, merchant, and Frederick Westbrooke, accountant, all of the city and district of Montreal ; and Thomas Anderson Trenholme, gentleman, of Montreal West, in said district, for the following purposes :

(a) To purchase, acquire and take over from Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, the business now being carried on by him under the name of "The Laprairie Pressed Brick Company", including real estate, plant, machinery, good will, patents, trade marks, and all assets whatsoever in connection with said business ;

(b) To carry on business as manufacturers of bricks, tiles and all other articles made from clay or shale ;

(c) To deal in, either by way of purchase, sale, lease or otherwise, any species of material useful for carrying on the said business ; and further to lease or purchase and hold real estate for the purpose of said business ; to construct all buildings appertaining to the company's business, and residences for employees, or others connected therewith, and stores and other buildings for the purpose of carrying on the general business of merchants, and to buy and sell all such real estate ;

(d) To acquire by any sort of contract, own, put in practice, sell, and lease or otherwise dispose of all or any patent rights applicable to the foregoing subject matter, or necessary or convenient for the

compagnie, et en disposer, sous le nom de "Laprairie Brick Company," avec un fonds social de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), divisé en quinze cents parts (1500) de cent piastres (\$100) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-neuvième jour d'août 1899.

3095

JOS. BOIVIN,  
Assistant-Secrétaire Provincial.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-cinquième jour d'août courant, constituant en corporation Joseph Raoul Côté, manufacturier, de la ville de Louiseville; Alfred Vadebonceur, manufacturier, de la ville de Louiseville; Napoléon Joseph Côté, marchand manufacturier, de la cité de Montréal; Fabiola Beaudoin, épouse contractuellement séparée de biens d'avec le dit Joseph Raoul Côté, qui l'autorise à cet effet; Charles Gaspard Hector Beaudoin, notaire, de la ville de Joliette, tous sont sujet de Sa Majesté, pour les fins suivantes, savoir:

(a) De manufacturer les chemises, blouses, sous-vêtements de femmes, cravates et tous autres articles de lingerie et autres spécialités en fait de lingerie; d'en faire le commerce et la vente.

(b) D'acheter, louer ou autrement, acquérir tous biens-meubles et immeubles nécessaires au bon fonctionnement de la dite manufacture, sous le nom de "The Louiseville Shirt Manufacturing Company," avec un fonds social s'élevant en totalité à vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux cinquante (250) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-huitième jour d'août 1899.

3093

JOS. BOIVIN,  
Assistant-Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-cinquième jour d'août courant, incorporant Max Louis Schloman, manufacturier; Henry Schloman, commis-voyageur; David Schloman, commis-voyageur; Barnett Rosenfield, teneur de livres et Hiram Williams, teneur de livres, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants, savoir:

De manufacturer des chemises, collets, habillements, vêtements de dames, et de faire les affaires de marchands en général, dans toute la province de Québec et ailleurs, sous le nom de "The Schloman Manufacturing Company," avec un fonds social de cinquante mille piastres (\$50,000), divisé en mille actions (1000) de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-neuvième jour d'août 1899.

3131

JOS. BOIVIN,  
Assistant-Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-cinquième jour d'août courant, incorporant Herman Hartwig Wolff, marchand; Peter MacKenzie, gérant; Francis Charles Silcock, manufacturier; Robert Anderson Dickson, bijoutier; William Ross, marchand; William Selater, marchand; Berthold Marcuse, comptable; tous des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, pour les objets suivants, savoir: de manufacturer, mélanger, préparer et vendre des viandes concentrées, aliments, boeuf salé et

said business of the said company, by the name of "Laprairie Brick Company," with a total capital stock of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000), divided into fifteen hundred (1500) shares of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-ninth day of August, 1899.

2095

JOS. BOIVIN,  
Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August instant, incorporating Joseph Raoul Côté, manufacturer, of the town of Louiseville; Alfred Vadebonceur, manufacturer, of the town of Louiseville; Napoléon Joseph Côté, merchant and manufacturer, of the city of Montreal; Fabiola Beaudoin, wife separated as to property by marriage contract of the said Joseph Raoul Côté, who authorizes her to that effect; Charles Gaspard Hector Beaudoin, notary, of the town of Joliette, all are subjects of Her Majesty, for the following purposes:

(a) To manufacture shirts, blouses, women's under clothing, cravats and other articles of linen ware and other specialties in that line, and to deal in and sell them.

(b) To buy, lease or acquire otherwise any movables or real estate necessary for the proper working of the said manufacturing business, by the name of "The Louiseville Shirt Manufacturing Company," with a total capital stock of twenty-five thousand dollars (\$25,000.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-eighth day of August, 1899.

3094

JOS. BOIVIN,  
Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act" letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August instant, incorporating Max Louis Schloman, manufacturer; Henry Schloman, traveller; David Schloman, traveller; Barnett Rosenfield, book-keeper, and Hiram Williams, book-keeper, all of the city and district of Montreal, for the following purposes, to wit:

To carry on throughout the province of Quebec and elsewhere, the manufacture of shirts, collars, clothing, ladies wear, and of carrying on the business of general merchants, by the name of "The Schloman Manufacturing Company," with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000), divided into one thousand (1000) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-ninth day of August, 1899.

3132

JOS. BOIVIN,  
Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under "the joint stock companies' incorporation act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August instant, incorporating Herman Hartwig Wolff, merchant; Peter MacKenzie, manager; Francis Charles Silcock, manufacturer; Robert Anderson Dickson, jeweller; William Ross, merchant; William Selater, merchant; Berthold Marcuse, accountant; all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes, to wit: the manufacturing, blending and preparing concentrated meat foods, beef powder, and other similar

autres préparations semblables, et en général d'en faire le commerce ; de préparer et vendre des extraits de bœuf et autres préparations semblables sous le nom de " The Oxol Fluid Beef Company ", avec un fonds social de cinquante mille piastres (\$50,000), divisé en mille (1000) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-neuvième jour d'août 1899.

JOS. BOIVIN,  
3129 Assistant-secrétaire de la province.  
BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Quebec, 30 août 1899.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Eugène Charles Bastien, écrivain, notaire public, du village de Vaudreuil, district de Montréal, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Frs de Sales Bastien, en son vivant notaire public, de la paroisse de Vaudreuil, dit district, en vertu des dispositions du code du notariat, (art. 3685 S. R. P. Q.)

J. E. ROBIDOUX,  
3111 Secrétaire de la province.

No 1198.91.  
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Détacher de la municipalité scolaire de " Dalibaire," comté de Matane, les lots depuis et y compris le No 49 jusqu'au lot No 60 inclusivement, du 1er rang du canton de " Cherbourg," et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de " Cherbourg," dans le même comté. 2925-3

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Québec, le 12 septembre 1899, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
12 juillet 1899. 2543-8

No 1593-99.  
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Attendu que les syndics des écoles dissidentes de la municipalité de " Ville Marie," dans le comté de Pontiac, ont laissé passer une année sans avoir d'école dans leur dite municipalité; qu'ils ne mettent pas la loi scolaire à exécution, et ne prennent aucune mesure pour avoir des écoles, conformément à la loi; en conséquence, je donne avis qu'après trois publications consécutives dans la *Gazette Officielle de Québec*, je recommanderai au lieutenant-gouverneur en conseil, que la corporation des syndics des dites écoles dissidentes pour la dite municipalité soit déclaré dissoute, dans le délai indiqué par la loi.

P. B. DELABRUÈRE,  
Surintendant.  
Québec, 26 août 1899. 3069-2

preparations, and to sell the same, and generally to deal in the manufacturing and selling of fluid beef and other similar preparations, by the name of " The Oxol Fluid Beef Company ", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000) divided into one thousand (1000) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-ninth day of August, 1899.

JOS. BOIVIN,  
3130 Assistant provincial secretary.  
SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 30th August, 1899.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, by Eugène Charles Bastien, esquire, notary public, of the village of Vaudreuil, district of Montreal, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Frs de Sales Bastien, in his lifetime, notary public, of the parish of Vaudreuil, said district, in virtue of the provisions of the notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.)

J. E. ROBIDOUX,  
3112 Provincial secretary.

No. 1198.91.  
PUBLIC INSTRUCTION DEPARTMENT.

NOTICE.

*Boundaries of school municipalities.*

To detach from the school municipality of " Dalibaire," county of Matane, the lots between and including No. 49 to lot No. 60 inclusively, of the 1st range of the township of " Cherbourg," and to annex them, for school purposes, to the municipality of " Cherbourg," in the same county. 2926

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cutlers of the province of Quebec shall meet at Quebec, on the 12th September, 1899, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
12th July, 1899. 2544

No. 1593-99.  
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Whereas the dissentient school trustees of the municipality of " Ville Marie," in the county of Pontiac, have allowed a year to elapse without having a school in their municipality; whereas they do not carry out the school law and take no steps to have schools according to law; I therefore, give notice that after three consecutive notices in the *Quebec Official Gazette*, I shall recommend to the lieutenant governor in council, that the corporation of trustees of the said dissentient schools for the said municipality be declared dissolved within the delay specified by law.

P. B. DELABRUÈRE,  
Superintendent.  
Québec, 26th August, 1899. 3070

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 4 août 1899.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Pierre François Ernest Petit, écuyer, notaire public, de la ville de Saint-Jérôme, comté et district de Terrebonne, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Melchior Prévost, en son vivant écuyer, notaire public, du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, (art. 3685 S. R. P. Q.).

2849-4 JOSEPH SHEHYN,  
Secrétaire de la province intérimaire.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

62.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou diassoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers; ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

64.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment

## SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 4th August, 1899.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant-governor of the province of Québec, by Pierre François Ernest Petit, esquire, notary public, of the town of Saint Jérôme, county and district of Terrebonne, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Melchior Prévost, in his lifetime, esquire, notary public, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.)

2849 JOSEPH SHEHYN,  
Provincial Secretary *ad interim*.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relatives to notices for Private Bills.*

63.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

64.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such

Les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de trainway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2121

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés.*

Aucune pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

3.—Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, sont pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, éclusé, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce

bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

C. L. O.

2122

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community

soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné ; et si n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer au même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront renvoyés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

“ Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télé-

or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected ; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition ; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the proofs. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall

graphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution ou corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les lieux des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphie ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent de voter que la clause que l'on désire à amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se commercialisent pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

(c) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS

2123

Greffier de l'Assemblée Législative.

mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such railways, turnpikes, roads, telegraph or telephone lines, and positions of the works of any such electric and power companies shall be produced before the Committee to which such bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills must contain that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets;

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(c) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with a such Bill until an authentic copy of a formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,

2124

Clerk of the Legislative Assembly.

### Avis Divers

Province de Québec,  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 824.

Dame Marie Louise Brulé, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Bisson, boucher, du même lieu, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son dit époux.

TANCREDE PAGNUELO,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 28 août 1899. 3091

### AVIS.

Marie Malvina Charette, de la paroisse de Saint-Barnabé, district des Trois-Rivières, a inst. tué, ce jour, en cour supérieure, dit district, une action en séparation de biens contre son mari, Paul Gélinas, commerçant, du même lieu.

GRENIER & TESSIER,  
Avocats de la demanderesse.  
Trois-Rivières, 28 août 1899. 3089

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Terrebonne. }  
No 560.

Dame Delphine Gauthier, de la ville de Terrebonne, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Edmond Parent, manufacturier, du même lieu.  
Demanderesse;

vs.

Edmond Parent, du même lieu, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, ce jour.

FORTIN & LAURENDEAU,  
Avocats de la demanderesse.  
Sainte-Scholastique, 5 août 1899. 3086

### Miscellaneous Notices

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }  
No. 824.

Dame Marie Louise Brulé, wife common as property of Joseph Bisson, butcher, both of the city and district of Montreal, has, this day, instituted and action for separation of property against her said husband.

TANCREDE PAGNUELO,  
Attorney for the plaintiff.  
Montreal, 28th August, 1899. 3092

### NOTICE.

Marie Malvina Charette, of the parish of Saint-Barnabé, district of Three Rivers, has instituted, this day, in superior court of said district, an action in separation as to property against her husband, Paul Gélinas, merchant, of the same place.

GRENIER & TESSIER,  
Attorneys for plaintiff.  
Three Rivers, 28th August, 1899. 3090

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Terrebonne. }  
No. 560.

Dame Delphine Gauthier, of the town of Terrebonne, district of Terrebonne, wife common as to property of Edmond Parent, manufacturer, of the same place, Plaintiff;

vs.

Edmond Parent, of the same place, Defendant.  
An action in separation as to property has been, this day, instituted by the plaintiff against the defendant.

FORTIN & LAURENDEAU,  
Attorneys for the plaintiff.  
Sainte-Scholastique, 5th August, 1899. 3086

## AVIS.

Dame Rose Derina Rivet, de la ville de Nicolet, a institué une action en séparation de biens contre son mari, Louis Philippe Herménégilde Bourk, marbrier, du même lieu, pendante devant la cour supérieure pour le district de Trois-Rivières, sous le No 383.

L. P. GUILLET,  
Procureur de la demanderesse.  
Trois-Rivières, 18 août 1899. 3077

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 1775.

Dame Arthémise Perrault, épouse de Doscithé Dugas plombier, des cité et district de Montréal, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son époux.

MEUNIER & MEUNIER,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 11 août 1899. 2927-3

Province de Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*  
No 105.

Dame Philomène Roy, épouse commune en biens d'Arsidas Gadbais, cultivateur, tous deux de la paroisse de Saint-Denis, dans le district de Saint-Hyacinthe, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

LUSSIER, GENDRON & GAGNON,  
Avocats de la demanderesse.  
Saint-Hyacinthe, 25 juillet 1899. 2943-3

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*  
No 389.

Dame Marie Héroux, de la paroisse de Saint-Maurice, épouse de Adélarde Grégoire, ci-devant du même lieu, et actuellement de Vancouver, dans la province de la Colombie, commerçant, dûment autorisée par l'honorable juge Bourgeois, a, le 28 juin dernier, pris une action en séparation de biens contre son mari.

TOURIGNY & BUREAU,  
Procureurs de la demanderesse.  
Trois-Rivières, 12 août 1899. 2057-3

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
No 402.

Dame Lumina Beaulac, épouse commune en biens de Louis Calixte Richard, cordonnier, tous deux de la ville de Nicolet, dans le district de Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs  
Le dit Louis Calixte Richard, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été ce jour instituée contre le défendeur.

W. CAMIRAND,  
Procureur de la demanderesse.  
Trois-Rivières, 24 juillet 1899. 2773-5

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-Hyacinthe. }

Dame Marie Corinne Brodeur, épouse commune en biens de Louis Henri Marin, marchand de chaussures, des cité et district de Saint-Hyacinthe,  
Demanderesse ;

vs  
Louis Henri Marin, du dit lieu de Saint-Hyacinthe, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée en cette affaire, ce neuf août 1899.

BEAUPARLANT & MARIN,  
Avocats de la demanderesse.  
Saint-Hyacinthe, 15 août 1899. 2941-3

## NOTICE.

Dame Rose Derina Rivet, of the town of Nicolet, has instituted an action for separation of property against her husband, Louis Philippe Herménégilde Bourk, marble-cutter, of the same place, before the superior court for the district of Three Rivers, under No 383.

L. P. GUILLET,  
Attorney for plaintiff.  
Three Rivers, 18th August, 1899. 3078

Province of Quebec, {  
District of Montreal. } *Superior Court*  
No. 1775.

Mrs. Arthémise Perrault, wife of Doscithé Dugas, plumber, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation of property against his husband.

MEUNIER & MEUNIER,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 11th August, 1899. 2928

Province of Quebec, }  
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*  
No. 105.

Dame Philomène Roy, wife common as to property of Arsidas Gadbais, farmer, both of the parish of Saint Denis, in the district of Saint Hyacinth, duly authorized to ester en justice, has taken an action in separation as to property against her said husband.

LUSSIER, GENDRON & GAGNON,  
Attorneys for plaintiff.  
Saint Hyacinth, 25th July, 1899. 2944

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
No. 389.

Dame Marie Héroux, of the parish of Saint Maurice, wife of Adélarde Grégoire, heretofore of the same place, and now of Vancouver, in the province of British Columbia, duly authorized by the Honorable justice Bourgeois, has, on the 28th day of June, 1899, taken an action in separation of property from her husband.

TOURIGNY & BUREAU,  
Attorneys for plaintiff.  
Three Rivers, 12th August, 1899. 2958

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
No. 402.

Dame Lumina Beaulac, wife common as to property of Louis Calixte Richard, shoemaker, both of the town of Nicolet, in the district of Three Rivers, duly authorized to ester en justice,  
Plaintiff ;

vs  
The said Louis Calixte Richard, Defendant.  
An action for separation as to property has this day been instituted against the defendant.

W. CAMIRAND,  
Attorney for plaintiff.  
Three Rivers, 24th July, 1899. 2774

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint Hyacinth. }

Dame Marie Corinne Brodeur, wife common as to property of Louis Henri Marin, dealer in shoes, of the city and district of Saint Hyacinth,  
Plaintiff ;

vs  
Louis Henri Marin, of Saint Hyacinth aforesaid, Defendant.  
An action for separation of property has been instituted in this matter, on the ninth of August instant.

BEAUPARLANT & MARIN,  
Attorneys for plaintiff.  
Saint Hyacinth, 15th August, 1899. 2942

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dame Eugénie Leprohon, de la cité et du district de  
 Montréal, épouse de Georges Berlinguette, sculp-  
 teur, du même lieu, dûment autorisée à ester en  
 justice, Demanderesse ;

et  
 Georges Berlinguette, sculpteur, de la cité et du  
 district de Montréal, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 en cette cause le 2 août 1899.

CHARLEMAGNE RODIER,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Montréal, 2 août 1899. 2841-5

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 137.

Dame Marie Julie Martineau, épouse de Magloire  
 Eugène Auclair, de Montréal, a, ce jour, pris une  
 action en séparation de biens contre son époux.

ARTHUR DELISLE,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Montréal, 24 juillet 1899. 2845-4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 179.

Dame Rosanna Forest, de la cité et du district de  
 Montréal, épouse de Gédéon Forest, hôtelier, du  
 même lieu, dûment autorisée à ester en justice,  
 Demanderesse ;

vs  
 Le dit Gédéon Forest, hôtelier, de la cité et du  
 district de Montréal, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 en cette cause le troisième jour d'août 1899.

ST-JULIEN & DE BOUCHERVILLE,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 3 août 1899. 2837-5

#### AVIS.

L'assemblée générale semestrielle des actionnaires  
 de la Compagnie de chemin de fer de colonisation  
 de Monfort, aura lieu en cette ville, mardi, le  
 douzième jour de septembre 1899, à 3 heures P.M.,  
 au bureau de la compagnie, 30, Saint-Jacques, pour  
 recevoir le rapport des directeurs, élire de nouveaux  
 directeurs et pour considérer toutes autres ques-  
 tions qui seront régulièrement soumisees.

Par ordre,  
 A. S. HAMELIN,  
 Secrétaire.  
 Montréal, 25 août 1899. 3083

#### LA COMPAGNIE DE PULPE DES LAUREN- TIDES (LIMITÉE).

Avis est par les présentes donné que le capital-  
 actions de la Compagnie de Pulpe des Laurentides  
 (Limitée) a été augmenté de la somme d'un million  
 deux cent mille dollars (\$1,200,000), à la somme  
 d'un million six cent mille dollars (\$1,600,000), la  
 dite augmentation consistant en quatre mille parts  
 (4,000), de cent dollars (\$100) chacune.

WILLIAM C. VAN HORNE,  
 Président.  
 Wm. F. ROBINSON,  
 Assistant-secrétaire.  
 Montréal, 30 août 1899. 3101

Avis est par les présentes donné que, sous  
 un mois après la dernière publication de cet  
 avis, dans la "Gazette Officielle de Québec",  
 une demande sera faite à Son Honneur le Lieu-  
 tenant Gouverneur en Conseil, pour obtenir une  
 charte en vertu de la Loi Corporative des com-  
 pagnies à fonds social, incorporant les requé-  
 rants, et telles autres personnes qui pourront  
 devenir actionnaires de la compagnie propo-

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 Dame Eugénie Leprohon, of the city and district of  
 Montreal, wife of Georges Berlinguette, sculptor,  
 of the same place, duly authorized à ester en  
 justice, Plaintiff ;

and  
 Georges Berlinguette, sculptor, of the city and  
 district of Montreal, Defendant.  
 An action for separation from board has been  
 taken in this case on the 2nd of August, 1899.

CHARLEMAGNE RODIER,  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 2nd August, 1899. 2842

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 137.

Dame Marie Julie Martineau, wife of Magloire  
 Eugène Auclair, of Montreal, has, this day, insti-  
 tuted an action en séparation de biens against her  
 said husband.

ARTHUR DELISLE,  
 Attorney for the plaintiff.  
 Montreal, 24th July, 1899. 2846

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 179.

Dame Rosanna Forest, of the city and district of  
 Montreal, wife of Gédéon Forest, hotelkeeper, of  
 the same place, duly authorized à ester en justice.  
 Plaintiff ;

vs  
 The said Gédéon Forest, hotelkeeper, of the city  
 and district of Montreal, Defendant.  
 An action in separation as to property has been  
 instituted in this case the third of August instant.

ST-JULIEN & DE BOUCHERVILLE,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 3rd August, 1899. 2838

#### NOTICE.

The general and semi-annual meeting of the  
 shareholders of the "Compagnie de chemin de fer  
 de colonisation de Monfort," will be held in this  
 town, on Tuesday, the twelfth day of September  
 next, at 3 o'clock P. M., in the company's office,  
 No. 30, Saint James, to receive the report of the  
 directors, and to elect new directors and for all  
 other matters which may be duly submitted.

By order,  
 A. S. HAMELIN,  
 Secretary.  
 Montreal, 25th August, 1899. 3084

#### THE LAURENTIDE PULP COMPANY (LIMITED).

Notice is hereby given that the capital stock of  
 The Laurentide Pulp Company (Limited), has been  
 increased from the sum of one million two hundred  
 thousand dollars (\$1,200,000), to the sum of one  
 million six hundred thousand dollars (\$1,600,000),  
 the said increase consisting of four thousand (4000)  
 shares of one hundred dollars (\$100) each.

WILLIAM C. VAN HORNE,  
 President.  
 WM. F. ROBINSON,  
 Assistant Secretary.  
 Montreal, 30th August, 1899. 3102

Notice is hereby given that, within one  
 month after the last publication of this notice,  
 in the "Quebec Official Gazette" application  
 will be made to His Honor the Lieutenant  
 Governor in Council, for a charter of incorpora-  
 tion, by letters patent, under the provisions  
 of the Joint Stock Companies Incorporation  
 Act, to incorporate the Applicants and such  
 other persons as may become shareholders of

sée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1o Le nom corporatif de la compagnie sera : " La Compagnie des Champs de Course de la Côte St-Luc, (limitée) ".

2o Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

D'avoir le pouvoir :

(a) d'acheter, acquérir, détenir, posséder, avoir en jouissance, louer ou gérer toutes terres, tenements, biens fonciers, constructions, étables et maisons qu'elle jugera à propos, situés dans la province de Québec, dans un but de récréation, de délassement et d'exercice athlétique pour le corps, et d'amélioration des races de chevaux et de bestiaux.

(b) de construire et d'entretenir sur ces propriétés des pistes, ronds de course ou hippodromes, des gymnasses pour l'exercice et l'entraînement des athlètes, des bicyclistes, des chevaux, etc., et pour y donner des concours ou courses athlétiques, à pieds ou en bicyclettes ; aussi des concours ou courses, ou autres expositions, de chevaux et de bestiaux.

(c) de construire, de maintenir ou de posséder sur ces propriétés, des terrains avec auditoires, pouvant servir pour des joutes de crosse, ou tous autres amusements semblables.

(d) de louer ou affermer, en tout ou en partie, à toute société agricole ou athlétique, club, association, compagnie, ou à tout particulier, les terrains ou les bâtisses, ou les améliorations, appartenant, détenus ou possédés par la compagnie.

(e) de faire valablement des contrats, ou arrangements avec des compagnies de chemin de fer ou autres, pour le transport des personnes, chevaux, animaux, voitures, colis, etc., qui seront dirigés sur les terrains de cette compagnie, ou en seront ramenés.

(f) d'emprunter sur bons, ou autrement, d'hypothéquer, aliéner, ou autrement, disposer des biens de la compagnie, en tout ou en partie, et en acquérir d'autres en remplacement.

(g) d'exercer tous les pouvoirs conférés par la Loi Corporative des compagnies à fonds social, et amendements.

3o La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4o Le montant proposé du fonds social sera de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00).

5o Le nombre d'actions sera de deux cent cinquante (250), de cent piastres (\$100.00) chacune.

6o Les noms, professions et résidences des requérants sont comme suit : Maxime St-Jean, commerçant ; James Meldrum, marchand ; Daniel Donnelly, marchand ; Albert Pierre Pigeon, imprimeur ; Andrew Shearer, manufacturier, tous de la cité et du district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie. Tous sont résidents au Canada, et sujets de Sa Majesté.

ST-JEAN & DECARY.

Procureurs des requérants.

Montréal, 30 août 1899.

3123

Avis public est donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir l'émission des lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et tous autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie dont ils projettent la formation, en corporation et corps politique.

Le nom social de cette compagnie sera : " La

the proposed company as a body politic and corporate, under the name and for the purposes herein after mentioned :

1. The corporate name of the company is to be : " The Cote St-Luke Driving Park Company, (limited) ".

2. The objects for which incorporation is sought, are :

To have the right :

(a) to purchase, acquire, hold, possess, enjoy, lease or manage all lands, tenements, real estate, buildings, stables and houses that may be deemed proper, situated and being in the province of Quebec, for the purpose of recreation, relaxation and athletic exercise for the body, and of improving the breed of horses and cattle.

(b) to erect, build and maintain on these properties, tracks, race courses, hippodromes, gymnasiums, for the exercising and training of athletes, bicyclists, horses, etc., and for holding contests or athletic races on feet or on bicycles ; also contests or races meetings, or other exhibitions of horses and cattle.

(c) to lay out and maintain or possess on these properties, grounds with stands to serve for lacrosse games or other like amusements.

(d) to let or lease, wholly or partly, to any agricultural or athletic society, club, association, company or to any individual or individuals, the grounds, or the buildings, or the improvements belonging, held or possessed by the company.

(e) to validly make contracts or arrangements with railways or other companies, respecting the conveyance of passengers, horses, cattle, carriages and all freight, to and from the grounds of the said company.

(f) to borrow on debentures or otherwise, to hypothecate, alienate, or otherwise dispose of the properties of the company, wholly or partly, and to acquire others to replace them.

(g) to exercise all the powers given by the Joint Stock Companies' Act, and amendments.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is twenty-five thousand dollars (\$25,000.00).

5. The number of shares will be two hundred and fifty (250) of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names, professions and residences of applicants, are as follows : Maxime St-Jean, trader ; James Meldrum, merchant ; Daniel Donnelly, merchant ; Albert Pierre Pigeon, printer ; Andrew Shearer, manufacturer ; all of the city and district of Montreal, who are to be the first or provisional directors of the said company. All are residing in Canada, and subjects of Her Majesty.

ST-JEAN & DECARY.

Solicitors for applicants.

Montreal, August 30th, 1899.

3124.

Notice is hereby given that application will be made under the joint stock companies incorporation act, to His Honor the Lieutenant governor, for letters patent, incorporating the petitioners and such other persons as may become shareholders in their projected company, a body politic and corporate.

The corporate name of said company shall be :

Compagnie du Bulletin Médical de Québec ; elle aura pour objet la publication d'un journal médical qui aura nom "Le Bulletin Médical de Québec."

Le principal siège de ses affaires sera en la cité de Québec.

Son fonds social sera de mille piastres, divisé en deux cents actions de cinq piastres chacune.

Les requérants sont Michael J. Ahern, M. Delphis Brochu, Albert Marois Charles Rosaire Paquin, Charles Verge, Pierre Vincent Faucher et F. X. Jules Dorion, tous médecins, de la cité de Québec, et tous sujets de Sa Majesté, et seront les premiers directeurs de la compagnie.

GEO. P. CHATEAUVERT, N. P.,

Procureur des requérants.

Québec, 15 août 1899.

2939-3

"La Compagnie du Bulletin Médical de Québec ;" its object shall be the publication of a medical journal named "Le Bulletin Médical de Québec."

Its principal place of business shall be in the city of Quebec.

Its capital stock shall be one thousand dollars, divided into two hundred shares of five dollars each.

The petitioners are Michael J. Ahern, M. Delphis Brochu, Albert Marois, Charles Rosaire Paquin, Charles Verge, Pierre Vincent Faucher and F. X. Jules Dorion, all physicians, of the city of Quebec, all subjects to Her Majesty, and are to be the first directors of the company.

GEO. P. CHATEAUVERT, N. P.,

Attorney for applicants.

Québec, 15 août 1899.

2940

### AVIS DE FAILLITES

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
In re Noel Beaupré, et Insolvable ;

Bilodeau & Renaud, Curateurs.

Un second et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables à nos bureaux à partir du 16e jour de septembre prochain.

Toute contestation à tel dividend devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

BILODEAU & RENAUD,

Curateurs.

15, rue Saint-Jacques.

Montréal, 24 août 1899.

3075

Province de Québec, }  
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*  
In re Elie Girard, de Laterrière, manufacturier, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au vingtième jour de septembre prochain, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

EDOUARD LEMIEUX,

Curateur.

Chicoutimi, 28 août 1899.

3087

### AVIS PUBLIC.

Azarie M. Menard, épiciier, de la ville de Buckingham, ayant fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le quinze août, je, soussigné, ai été nommé, le 21 août 1899, gardien provisoire.

JAMES MARTIN.

Buckingham, 22 août 1899.

3073

Province de Québec, }  
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*  
No 135.

Dans l'affaire de Alexandre Payette, ferblantier-plombier, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, Débiteur-Insolvable ;

et

The Thos. Davidson Manufacturing Company limited, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, district de Montréal, Créancière-requérante.

Avis est par le présent donné que le failli ci-dessus a, ce jour, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au greffe de cette cour.

ALPHONSE MORIN,

Protonotaire C. S.

Saint-Jean, 26 août 1899.

3097

### Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In re Noel Beaupré, and Insolvent ;

Bilodeau & Renaud, Curators.

A second and final bordereau of dividend has been prepared in this cause ; the collections will be payable at our offices from the 16th day of September next.

Any contestation to such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

BILODEAU & RENAUD,

Curators.

15, Saint James street.

Montreal, 24th August, 1899.

3076

Province of Quebec, }  
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*  
In re Elie Girard, of Laterrière, manufacturer, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the twentieth day of September next, after which date this dividend will be payable at my office.

EDOUARD LEMIEUX,

Curator.

Chicoutimi, 28th August, 1899.

3088

### PUBLIC NOTICE.

Azarie M. Menard, of the town of Buckingham, grocer, having made a judicial abandonment of all his asset for the benefit of his creditors, I was appointed the 21st of August, 1899, provisional guardian.

JAMES MARTIN.

Buckingham, 22nd August, 1899.

3074

Province of Quebec, }  
District of Iberville. } *Superior Court.*  
No. 135.

In the matter of Alexandre Payette, tinsmith-plumber, of the town of Saint John, district of Iberville, Debtor Insolvent ;

and

The Thos. Davidson Manufacturing Company limited, body politic and corporate, having its principal office of business in the city of Sainte Cunégonde of Montreal, district of Montreal, Creditor petitioner.

Notice is hereby given that the above insolvent has, this day, made an assignment of his property for the benefit of his creditors, at the clerk's office of this court.

ALPHONSE MORIN,

Prothonotary S. C.

Saint John, 26th August, 1899.

3098

Province de Québec, }  
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de George W. Smith, Failli.  
 Un premier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection, au bureau du shérif, au palais de justice, cité de Hull, jusqu'au dix-huitième jour de septembre 1899.  
 THOS. H. BIRKS,  
 Curateur.  
 Hull, 28 août 1899. 3099

Province de Québec, }  
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Lafontaine & Poirier, Drummondville, Insolubles.  
 Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 29 août 1899, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.  
 Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.  
 V. E. PARADIS,  
 Curateur.

Bureau de Paradis & Jobin,  
 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu. 3127

Dans l'affaire de Robitaille Frère & Cie., Québec, Insolubles.  
 Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 18 septembre 1899, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.  
 V. E. PARADIS,  
 Curateur.

Bureau de Paradis & Jobin,  
 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie du Richelieu. 3125

### Licitation

#### AVIS DE VENTE PAR LICITATION.

Province de Québec, }  
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*  
 Dame Sarah Jane Way *et vir*, Demandeurs ;  
 vs. Défendeurs.

Inkerman Toll *et al*,  
 Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Hull, dans le district d'Ottawa, le 28ième jour de juin 1899, dans une cause dans laquelle Dame Sarah Jane Way, de Lachute, dans le district de Montréal, épouse de James Rutherford, horloger, du même lieu, et le dit James Rutherford tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, sont demandeurs, et Inkerman Toll, George Toll et John Toll, cultivateurs, tous du canton de Templeton, dans le comté de Wright, dans le district d'Ottawa ; Thomas Toll, cultivateur, du canton de Oakley, dans le district de Muskoka, dans la province d'Ontario ; Dame Henrietta Way, du canton de Chertsey, dans le comté de Montcalm, dans le district de Joliette, épouse de William Dunning, du même lieu, journalier, et le dit William Dunning tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse ; William Henry Way, de Chertsey susdit, cultivateur ; Stephen Lennox Way, cultivateur, de Templeton susdit ; Alexander Green, cultivateur, de Templeton susdit, en sa qualité de tuteur d'office nommé aux personnes et successions de John Arthur Way, George Wellington Way, James Albert Way et Margaret Eleanor Way, tous du dit canton de Templeton, enfants mineurs issus du mariage de feu Stephen Way, en son vivant aussi de Templeton, avec Dame Margaret Dady, son épouse ; Dame Mary Elizabeth Way, fille majeure usant de ses droits, et Joseph Henry Green, cultivateur, tous deux de Templeton susdit, par reprise d'instance, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit, savoir :

Province of Quebec, }  
 District of Ottawa. } *Superior Court.*  
 In the matter of George W. Smith, Insolvent.  
 A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection at the sheriff's office, in the court house, city of Hull, until the eighteenth day of September, 1899.  
 THOS. H. BIRKS,  
 Curator.  
 Hull, 28th August, 1899. 3100

Province of Quebec, }  
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
 In the matter of Lafontaine & Poirier, Drummondville, Insolvents.  
 Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 29th August, 1899, I have been appointed curator to this estate.  
 All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.  
 V. E. PARADIS,  
 Curator.

Office of Paradis & Jobin,  
 44, Dalhousie street,  
 Richelieu and Ontario Nav. Co. Building. 3128

In the matter of Robitaille Frère & Cie., Quebec, Insolvents.  
 A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 18th of September, 1899, after which date dividend will be payable at my office.  
 V. E. PARADIS,  
 Curator.

Office of Paradis & Jobin,  
 44, Dalhousie street,  
 Richelieu and Ontario Nav. Co. Building. 3126

### Licitation

#### NOTICE OF SALE BY LICITATION.

Province of Quebec }  
 District of Ottawa. } *Superior Court.*  
 Dame Sarah Jane Way *et vir*, Plaintiffs ;  
 vs. Defendants.

Inkerman Toll *et al*,  
 Notice is hereby given, that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Hull, in the district of Ottawa, on the 28th day of June, 1899, in a cause in which Dame Sarah Jane Way, of Lachute, in the district of Montreal, wife of James Rutherford, watchmaker, of the same place, and the said James Rutherford as well personally as to authorize his said wife, are plaintiffs, and Inkerman Toll, George Toll and John Toll, farmers, all of the township of Templeton, in the county of Wright, in the district of Ottawa ; Thomas Toll, farmer, of the township of Oakley, in the district of Muskoka, in the province of Ontario ; Dame Henrietta Way, of the township of Chertsey, in the county of Montcalm, in the district of Joliette, wife of William Dunning, of the same place, laborer, and the said William Dunning, as well personally as to authorize his said wife ; William Henry Way, of Chertsey aforesaid, farmer ; Stephen Lennox Way, farmer, of Templeton aforesaid ; Alexander Green, farmer, of Templeton aforesaid, in his quality of tutor duly appointed to the persons and estates of John Arthur Way, George Wellington Way, James Albert Way, and Margaret Eleanor Way, all of said township of Templeton, minors issue of the marriage of the late Stephen Way, in his lifetime also of Templeton, with Dame Margaret Dady, his wife ; Dame Mary Elizabeth Way, spinster, of age and exercising her rights, and Joseph Henry Green, farmer, both of Templeton aforesaid, par reprise d'instance, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit :

Les trois-quarts sud du lot numéro deux B (2 B), dans le second rang du canton de Templeton, dans le comté de Wright, suivant les plan et livre de renvoi officiels du dit canton ; borné au nord par partie du même lot possédé par Thomas Bigras, au sud par la rivière Ottawa, à l'est par partie du lot numéro deux A, formant partie de la succession de feu Stephen Way, et à l'ouest par le lot numéro trois A, la propriété d'Emmanuel Mongeon, contenant cent acres, plus ou moins.

2° Un acre de terre situé dans le dit canton de Templeton, étant une partie indivise du lot numéro un C, dans le dit second rang, suivant les plan et livre de renvoi officiels du dit canton ; borné aux côtés nord, est et sud par d'autres parties du dit lot No 1 C, la propriété de John Toll, et à l'ouest par la propriété de John Toll—ensemble avec la demie indivise d'une maison en bois dessus érigée.

Les propriétés ci-haut décrites seront mis séparément à l'enchère et adjugées au plus offrant et dernier enchérisseur, le T R E N T I E M E jour de S E P T E M B R E prochain 1899, cour tenante, dans la chambre du palais de justice, dans la cité de Hull, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour au moins quinze jours précédant la dite vente ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

ARTHUR McCONNELL,  
Procureur des demandeurs.  
Hull, 21 août 1899. 3071-2

### Ventes par le Shérif—Montmagny

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit—Montmagny.

Province de Québec, } N A P O L É O N L A V O I E,  
District de Montmagny, } de la paroisse de  
No 729. } Notre-Dame de Bonsecours  
de l'Islet, médecin ; contre GILBERT  
COUILLARD, de Saint-Marcel, savoir :

1° Le lot numéro trente-cinq (35), du cadastre officiel du canton Arago de l'Islet, sixième rang.

2° Le lot numéro quarante (40), du cadastre officiel, du même canton, même rang.

3° Le lot numéro quarante-neuf (49), du cadastre officiel, du même canton, même rang—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de L'Islet, à Saint-Jean-Port-Joly, MARDI, le TROISIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE, Shérif.  
Bureau du Shérif, 3109  
Montmagny, 1er septembre 1899.  
[Première publication, 2 septembre 1899.]

The south three-quarters of lot number two B (2B), in the second range of the township of Templeton, in the county of Wright, according to the official plan and book of reference of said township ; bounded on the north by part of the same lot owned by Thomas Bigras, on the south by the Ottawa River, on the east by part of lot number two A, forming part of the estate of the late Stephen Way, and on the west by lot number three A, the property of Emmanuel Mongeon, containing one hundred acres, more or less.

2. One acre of land situate in the said township of Templeton, being one undivided part of lot number one C, in said second range, according to the official plan and book of reference thereof ; bounded on the north, east and south sides by other portions of said lot No. 1 C, the property of said Inkerman Toll, and on the West by the property of John Toll—together with the undivided half of a certain wooden house thereon erected.

The properties above described will be put up separately to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the THIRTIETH day of SEPTEMBER next, 1899, sitting the court, in the court room of the court house, in the city of Hull ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges to be deposited in the office of the prothonotary of the said court, at least fifteen days preceeding said sale ; and that any oppositions to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid, for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

ARTHUR McCONNELL,  
Plaintiffs' attorney.  
Hull, 21st August, 1899. 3072

### Sheriff's Sales—Montmagny

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Co rt—Montmagny.

Province of Quebec, } N A P O L É O N L A V O I E,  
District of Montmagny, } of the parish of Notre  
No. 728 } Dame de Bonsecours de  
l'Islet, physician ; against GILBERT COUILLARD,  
of Saint Marcel, to wit :

1° Lot number thirty-five (35), of the official cadastre of the township Arago of l'Islet, sixth range.

2° Lot number forty (40), of the official cadastre of the same township, same range.

3° Lot number forty-nine (49), of the official cadastre, of the same township, same range—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the county of L'Islet, at Saint Jean Port Joly, on TUESDAY, the THIRD day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE, Sheriff.  
Sheriff's Office, 3110  
Montmagny, 1st September, 1899.  
[First published, 2nd September, 1899.]

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, à savoir : } **DAME SUSANNA CORSE,**  
No 1114. } épouse séparée de biens  
par contrat de mariage de Arthur Fisher, médecin,  
de la cité de Montréal, et le dit Arthur Fisher pour  
autoriser son épouse, Demanderesse ; contre les terres  
et tènements de **JOHN HENRY THOMAS,**  
ingénieur, de la ville de Lachine, district de Mont-  
réal. Défendeur.

Un lot de terre situé dans la ville de Lachine,  
connu et désigné sous le numéro cent onze (111), de  
la subdivision du lot numéro sept cent cinquante-  
quatre, sur le plan et au livre de renvoi officiels du  
cadastre de la dite ville de Lachine—avec bâtisses  
y érigées, contenant le dit lot de terre cinquante  
pieds de front par quatre-vingt-quinze pieds de pro-  
fondeur, mesure anglaise ; borné en front par la  
rue Dupont.

Pour être vendu en mon bureau, dans la cité  
de Montréal, le **CINQUIEME** jour d'**OCTOBRE**  
prochain, à **DEUX** heures de l'après-midi. Le dit  
bref rapportable suivant la loi.

**J. ARTHUR FRANCHERE,**

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 29 août 1899. 3107

[Première publication, 2 septembre 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, à savoir : } **DAME SUSANNA**  
No 1115. } **CORSE,** épouse  
séparée de biens par contrat de mariage de Ar-  
thur Fisher, médecin, de la cité de Montréal,  
et le dit Arthur Fisher, pour autoriser sa dite  
épouse, Demanderesse ; contre les terres et tèn-  
nements de **FRANCIS FREDERICK LAW-  
SON,** journalier, de la ville de Lachine, dist-  
rict de Montréal. Défendeur.

Un lot de terre situé dans la ville de La-  
chine, district de Montréal, connu et désigné  
sous le numéro six de la subdivision du lot  
numéro sept cent cinquante-quatre, sur le plan  
et au livre de renvoi officiels du cadastre de la  
dite ville de Lachine ; le dit lot de terre borné  
en front par la rue Park—avec les bâtisses  
y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité  
de Montréal, le **CINQUIEME** jour d'**OCTO-  
BRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-  
midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

**J. ARTHUR FRANCHERE,**

Bureau du shérif, Député-shérif.  
Montréal, 29 août 1899. 3105

[Première publication, 2 septembre 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, à savoir : } **DAME SUSANNA**  
No 2228. } **CORSE,** épouse  
séparée de biens par contrat de mariage de  
Arthur Fisher, médecin, de la cité de Montréal,  
et le dit Arthur Fisher pour autoriser sa dite  
épouse, Demanderesse ; contre les terres et  
tènements de **JOSEPH SIMPSON MIT-  
CHELL,** du même lieu. Défendeur.

Un lot de terre situé dans la ville de La-  
chine, district de Montréal, connu et désigné  
sous le numéro cent quarante-trois (143), de la  
subdivision du lot numéro sept cent cinquante-  
quatre, sur le plan et au livre de renvoi officiels

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-  
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**  
have been seized and will be sold at the respective  
time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **DAME SUSANNA**  
No. 1114. } **CORSE,** wife  
separated as to property by marriage contract of  
Arthur Fisher, physician, of the city of Montreal,  
and the said Arthur Fisher to authorize his wife,  
Plaintiff ; against the lands and tenements of **JOHN**  
**HENRY THOMAS,** engineer, of the town of  
Lachine, district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate in the town of Lachine,  
known and described as number one hundred and  
eleven (111), of the subdivision of lot number seven  
hundred and fifty-four, on the official plan and in  
the book of reference of the cadastre of the said  
town of Lachine—with the buildings thereon  
erected, said lot of land containing fifty feet in front  
by ninety-five feet in depth, english measure ;  
bounded in front by Dupont street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the **FIFTH** day of **OCTOBER** next, at **TWO**  
o'clock in the afternoon. Said writ returnable  
according to law.

**J. ARTHUR FRANCHERE,**

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 29th August, 1899. 3108

[First published, 2nd September, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **DAME SUSANNA CORSE,**  
No 1115. } wife separated as to pro-  
perty by marriage contract of Arthur Fisher,  
physician, of the city of Montreal, and the  
said Arthur Fisher to authorize his said wife,  
Plaintiff ; against the lands and tenements of  
**FRANCIS FREDERICK LAWSON,** laborer,  
of the town of Lachine, district of Montreal,  
Defendant.

A lot of land situate in the town of Lachine,  
district of Montreal, known and described as  
number six, of the subdivision of lot number  
seven hundred and fifty-four, on the official  
plan and in the book of reference of the cad-  
astre of the said town of Lachine ; said lot  
bounded in front by Park street—with the  
buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Mon-  
treal, on the **FIFTH** day of **OCTOBER** next,  
at **ELEVEN** o'clock in the forenoon. Said  
writ returnable according to law.

**J. ARTHUR FRANCHERE,**

Sheriff's office, Deputy-sheriff.  
Montreal, 29th August, 1899. 3106

[First published, 2nd September, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **DAME SUSANNA**  
No. 2228. } **CORSE,** wife  
separated as to property by marriage contract  
of Arthur Fisher, physician, of the city of  
Montreal, and the said Arthur Fisher to au-  
thorize his said wife, Plaintiff ; against the  
lands and tenements of **JOSEPH SIMPSON**  
**MITCHELL,** of the same place, Defendant.

A lot of land situate in the town of Lachine,  
district of Montreal, known and described as  
number one hundred and forty-three (143), of  
the subdivision of lot number seven hundred  
and fifty-four, on the official plan and in the

du cadastre de la dite ville de Lachine ; borné en front, le dit lot de terre, par la rue Dupont—avec dépendances y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du shérif, Député-shérif.  
Montréal, 29 août 1899. 3103  
[Première publication, 2 septembre 1899.]

**FIERI FACIAS.**

*District de Montréal.*

Duplicata.  
Montréal, à savoir: } WILLIAM ALEXANDER  
No 172. } CALDWELL, de la cité  
de Montréal, nommé curateur  
à la succession du failli, James S. Thompson,  
de la cité de Montréal, en vertu de l'article  
772 du code de procédure civile du Bas-Canada,  
et J. C. Hatton, requérant, pour la saisie  
et la vente de l'immeuble suivant, savoir :

1o Un morceau de terre sis et situé dans le quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal ; borné en front par la rue Prince-Arthur, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier, sous le numéro sept (7), de la subdivision du lot officiel numéro quarante-huit (48)—sans bâtisses.

2o Un morceau de terre sis et situé au même lieu ; borné en front par la rue Prince-Arthur, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier, sous le numéro onze (11), de la subdivision du lot officiel numéro quarante-huit (48)—sans bâtisses.

3o Un morceau de terre sis et situé au même lieu ; borné en front par la rue Prince-Arthur, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier, sous le numéro trente (30), de la subdivision du lot officiel numéro quarante-huit (48)—sans bâtisses.

4o Un morceau de terre sis et situé au même lieu ; borné en front par la rue Prince-Arthur, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier, sous le numéro trente-sept (37), de la subdivision du lot officiel numéro quarante-huit (48)—sans bâtisses.

Les lots ci-haut décrits pour être vendus en un seul lot.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du shérif, Député-shérif.  
Montréal, 30 août 1899. 3117  
[Première publication, 2 septembre 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } DEMOISELLE URSULE  
No 2046. } DEROME, fille majeure  
et usant de ses droits, *et al.*, de la paroisse de Saint-Jacques le Mineur, dans le district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tènements de HUBERT BISAILLON, ci-devant cultivateur, de la paroisse de Laprairie, et actuellement de la ville de Saint-Lambert, dans le district de Montréal, Défendeur.

1o Une terre située dans la paroisse de Laprairie, district de Montréal—avec circonstances et dépendances ; bornée en front par le

book of reference of the cadastre of the said town of Lachine ; bounded in front by the said lot of land by Dupont street—with dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's office, Deputy-sheriff.  
Montreal, 29th August, 1899. 3104  
[First published, 2nd September, 1899.]

**FIERI FACIAS.**

*District of Montreal.*

Duplicata.  
Montreal, to wit: } WILLIAM ALEXANDER  
No. 172. } CALDWELL, of the  
city of Montreal, appointed  
curator to the estate of the insolvent, James  
S. Thompson, of the city of Montreal, in virtue  
of article 772 of the code of civil procedure of  
Lower Canada, and J. C. Hatton, petitioner,  
for the seizure and sale of the following im-  
moveable property, to wit :

1. A piece of land situate and being in the Saint Lawrence ward, in the city of Montreal ; bounded in front by Prince-Arthur street, known and designated on the official plan and book of reference of the said ward, as number seven (7), of the subdivision of the official lot number forty-eight (48)—without buildings.

2. A piece of land situate and being at the same place ; bounded in front by Prince-Arthur street, known and designated on the official plan and book of reference of the said ward, as number eleven (11), of the subdivision of the official lot number forty-eight (48)—without buildings.

3. A piece of land situate and being at the same place ; bounded in front by Prince-Arthur street, known and designated on the official plan and book of reference of the said ward, as number thirty (30), of the subdivision of the official lot number forty-eight (48)—without buildings.

4. A piece of land situate and being at the same place ; bounded in front by Prince-Arthur street, known and designated on the official plan and book of reference of the said ward, as number thirty-seven (37), of the subdivision of the official lot number forty-eight (48)—without buildings.

The lots herein above described to be sold as one lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock of the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's office, Deputy-sheriff.  
Montreal, 30th August, 1899. 3118  
[First published, 2nd September, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } MISS URSULE DEROME,  
No. 2046. } spinster, in the en-  
joyment of her rights, *et al.*, of the parish of  
Saint Jacques le Mineur, in the district of  
Montreal, Plaintiff ; against the lands and  
tenements of HUBERT BISAILLON, heretofore  
farmer, of the parish of Laprairie, and now  
of the town of Saint Lambert, in the dis-  
trict of Montreal, Defendant.

1. A land situate in the parish of Laprairie, district of Montreal—with circumstances and dependencies ; bounded in front by the côte

chemin de la côte Ange-Gardien, de la contenance de cinquante et un arpents en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Laprairie, sous le numéro cent soixante-six.

2o La moitié ouest d'une autre terre—avec circonstances et dépendances, située dans la paroisse de Laprairie, district de Montréal ; la dite moitié ouest contenant vingt-deux arpents et quatre-vingt-une perches en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Laprairie, comme faisant partie du numéro officiel cent quatre-vingt-un ; bornée en front par le chemin de la côte Ange-Gardien, d'un côté, par l'autre moitié de la dite terre appartenant à Alexandre Trudeau, de l'autre côté par le numéro officiel cent quatre-vingt, appartenant aux représentants de feu Pierre Brosseau, fils de Jacques, et en arrière, par la ligne de division des paroisses de Chambly et Laprairie.

3o La moitié indivise d'une autre terre—avec circonstances et dépendances, située dans la paroisse de Laprairie, district de Montréal ; bornée en front par le chemin de la côte Ange-Gardien, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Laprairie, sous le numéro deux cent quatre, de la contenance, la dite terre, de cent huit arpents en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laprairie, le CINQUIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du shérif, Député-shérif.  
Montréal, 30 août 1899. 3119  
[Première publication, 2 septembre 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } GUSTAVE BOURASSA,  
No. 374. } G prêtre, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de ALPHONSE LEFORT, du même lieu, Défendeur.

Un certain terrain situé dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal—avec une maison en bois et briques à deux étages, sur solage en pierre et autres bâtisses y érigées ; borné en front par la rue Frontenac, et avec le passage en commun dans la ruelle en arrière. Le dit terrain composé de deux lots de terre, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sous les numéros cinq cent et cinq cent six, de la subdivision officielle du lot numéro primitif cent soixante et six.

Pour être vendu en mon bureau en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 31 août 1899. 3145  
[Première publication, 2 septembre 1899.]

**Ventes par le Shérif—Québec**

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Ange-Gardien road, containing fifty-one arpents in area, more or less, without warranty of precise measurement, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish of Laprairie, as number one hundred and sixty-six.

2. The west half of another land—with circumstances and dependencies, situate in the parish of Laprairie, district of Montreal, said west half containing twenty-two arpents and eighty-one perches in area, more or less, without warranty of precise measurement, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish of Laprairie, as forming part of the official number one hundred and eighty-one ; bounded in front by the côte Ange-Gardien road, on one side by the other half of the said land, belonging to Alexandre Trudeau, on the other side, by the official number one hundred and eighty, belonging to the representatives of the late Pierre Brosseau, son of Jacques, and in rear, by the division line between the parishes of Chambly and Laprairie.

3. The undivided half of another land—with circumstances and dependencies, situate in the parish of Laprairie, district of Montreal ; bounded in front by the côte Ange-Gardien road, known and described on the official plan and in the book of reference of the said parish of Laprairie, as number two hundred and four, said land containing one hundred and eight arpents in area, more or less, without warranty as to precise measurement.

To be sold at the parochial church door of the parish of Laprairie, on the FIFTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's office, Deputy-sheriff.  
Montréal, 30th August, 1899. 3120  
[First published, 2nd September, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } GUSTAVE BOURASSA,  
No. 374. } G priest, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of ALPHONSE LEFORT, of the same place, Defendant.

A certain lot of land situate in Hochelaga ward, of the city of Montreal—with a two storey wooden and brick house on stone foundation and other buildings thereon erected ; bounded in front by Frontenac street, and with the passage in common in the lane in rear. Said lot made up of two lots of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Hochelaga, as numbers five hundred and five and five hundred and six, of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and sixty-six.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 31st August, 1899. 3146  
[First published, 2nd September, 1899.]

**Sheriff's Sales—Quebec**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS.

*Circuit de Québec.*

Québec, à savoir : } **ASPARD NICOLAS**  
No 2238. } **BOISSEAU ET**  
**ROCH PASCAL BOISSEAU**, tous deux de Québec,  
rentiers ; contre **GEORGE COOK** de Québec, à  
savoir :

Le lot No. 764 (sept cent soixante et quatre), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un lot de terre situé rue Hermine, et divisé en deux emplacements de vingt pieds de front chacun—avec bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le SIXIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 31 août 1899. 3137

[Première publication, 2 septembre 1899.]

## FIERI FACIAS.

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **LA CITÉ DE QUÉBEC** ;  
No 3002. } **contre DAVID DODIER** ;  
ci-devant des cité et district de Québec, et maintenant de lieux inconnus, à savoir :

Le lot No 2055 (deux mille cinquante-cinq), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un lot vacant situé sur la rue Montmagny. Sujet à une rente annuelle de sept piastres et vingt et un centins, payable aux Révérendes Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 17 août 1899. 2989-2

[Première publication, 19 août 1899.]

## FIERI FACIAS.

*Circuit de Québec*

Québec, à savoir : } **THEODORE LEFEBVRE**  
No 1708. } **DIT BOULANGER**, de  
Québec, agent, et l'un des éditeurs de l'Indicateur  
de Québec; contre **NAPOLEON JOBIN**, de Québec,  
agent, à savoir :

La moitié indivise du lot No 567 (cinq cent soixante et sept), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Franklin—avec bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 17 août 1899. 2987-2

[Première publication, 19 août 1899.]

## Ventes par le Shérif—St-François

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **THE EASTERN**  
No 221. } **TOWNSHIP'S**

**BANK**, corps politic et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Demanderesse ; contre **E. C. GATIEN** et **WILLIAM GENDRON**, tous deux de

## FIERI FACIAS.

*Circuit of Quebec.*

Quebec, to wit : } **ASPARD NICOLAS BOIS-**  
No. 2238. } **SEAU AND ROCH PAS-**  
**CAL BOISSEAU**, both of Quebec, *rentiers* ; against  
**GEORGE COOK**, of Quebec, to wit :

Lot 764 (seven hundred and sixty-four) of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Quebec, being a lot of land situate on Hermine street, and divided into two lots of twenty feet in front each—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SIXTH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 31st August, 1899. 3138

[First published, 2nd September, 1899.]

## FIERI FACIAS.

*Recorder's Court.*

Quebec, to wit : } **THE CITY OF QUÉBEC** ;  
No. 3002. } **against DAVID DODIER** ;  
formerly of the city and district of Quebec, and  
now parts unknown, to wit :

Lot No. 2055 (two thousand and fifty-five), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur, in the city of Quebec, being a vacant lot situate on Montmagny street. Subject to an annual rent of seven dollars and twenty-one cents, payable on the 29th June, to the *Rév. Dames Religieuses de l'Hôtel Dieu de Québec*.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHAS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 17th August, 1899. 2990

[First published, 19th August, 1899.]

## FIERI FACIAS

*Quebec Circuit.*

Quebec, to wit : } **THEODORE LEFEBVRE DIT**  
No. 1708. } **BOULANGER**, of Quebec,  
agent, and one of the editors of the Quebec Direc-  
tory ; against **NAPOLEON JOBIN**, of the city of  
Quebec, agent, to wit :

The undivided half of lot No. 567 (five hundred and sixty-seven), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Quebec, being a lot of land situate on Franklin street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 17th August, 1899. 2988

[First published, 19th August, 1899.]

## Sheriff's Sales—St. Francis

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } **THE EASTERN TOWN-**  
No. 221. } **SHIPS' BANK**, a body

politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Plaintiff ; against **E. C. GATIEN** and **WILLIAM GENDRON**, both of the city of Sherbrooke, in said district of Saint

la cité de Sherbrooke, dans le dit district de Saint-François, Défendeurs, et Dame Marie Lumina Jutras, veuve de feu William Gendron, défendeur, et Louis Olivier, commerçant, de la cité de Sherbrooke, dans le dit district, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et légataires universels de feu William Gendron, défendeur, lequel dit défendeur William Gendron est décédé depuis le jugement rendu en cette cause.

Saisi comme appartenant à la dite dame Marie Lumina Jutras et Louis Olivier, en leur dite qualité, savoir :

Un lot de terre situé dans le quartier sud de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme étant le lot numéro treize cent quarante-trois (No 1343), du plan cadastral et dans le livre de renvoi officiels pour le quartier sud de la dite cité de Sherbrooke ; borné en front par la rue Brooks—avec les bâtisses sus-érigés et améliorations faites.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, le TROISIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 30 août, 1899. 3143  
[Première publication, 2 septembre 1899.]

Francis, Défendants, and Dame Marie Lumina Jutras, widow of the late defendant William Gendron, and Louis Olivier, of the city of Sherbrooke, in said district, trader, in their quality of testamentary executors, residuary legatee of the late defendant William Gendron, which said defendant William Gendron has departed this life since the rendering of the judgment in this cause.

Seized as belonging to the said Dame Marie Lumina Jutras and Louis Olivier, in their said quality, to wit :

A lot of land situate in the south ward of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, known and designated as being the lot number thirteen hundred and forty-three (No. 1343), on the official cadastral plan and book of reference for the south ward of the said city of Sherbrooke ; bounded in front by Brooks street—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at my office, at the court house, in the city of Sherbrooke, on the THIRD day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sherbrooke, 30th August, 1899. 3144  
[First published, 2nd September, 1899.]

PROVINCE DE QUÉBEC.

VILLE DE LACHINE.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier, de la ville de Lachine, que les lots de terrain vacants ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, au bureau du Conseil de Ville, en la ville de Lachine, LUNDI, le VINGT-CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales dûs à la corporation de la ville de Lachine, à moins que les dites taxes avec les frais encourus, ne soient payés avant la vente, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.

TOWN OF LACHINE.

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer, of the town of Lachine, that the vacant lots of land hereinafter mentioned will be sold at public auction, at the office of the Town Council, in the town of Lachine, on MONDAY, the TWENTY-FIFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal taxes due to the corporation of the town of Lachine, unless the same be paid with the costs incurred, before the sale, to wit :

Noms des Propriétaires.	Numéro des lots au cadastre officiel.	Quartier.	Montant des taxes.
Names of Proprietors.	Number of the lots on the official plan.	Ward.	Amount of taxes.
Gavin Houston.....	— 91 —	Ouest-West .	\$10 15
Paul Hébert.....	— 373 —	Est-East....	6 55
do .....	— 416 —	do ....	4 15

H. ROBERT,

Secrétaire-trésorier.—Secretary-treasurer.  
Ville de Lachine—Town of Lachine.

Lachine, 30 août 1899.—30th August, 1899.

3121--22

## Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 24 août 1899, de nommer MM. Zéphirin Vézina et Louis Germain Alfred Legendre, notaire, tous deux du village de Saint-Joseph de Beauce, conjointement protonotaire de la cour supérieure, greffier de la cour de circuit, greffier de la paix et greffier de la Couronne pour le district de Beauce, les dites charges étant devenues vacantes par le décès de M. Auguste Chassé. 3149

## Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Dufferin.

Lot 1, du 1er rang, à Victor Châteauevert.  
E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 2 septembre 1899. 3147

## Avis Divers

Province de Québec, }  
District of Beauharnois. } *Cour Supérieure.*  
No 541.  
Dame Helen T. Stewart, Demanderesse ;  
vs. Défendeur.  
David A. Cairns,  
Une action en séparation de corps et de biens a  
été intentée dans cette cause.  
SETH P. LEET,  
Procureur de la demanderesse.  
Beauharnois, 31 août 1899. 3141

## Avis de Faillites

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Québec. }  
Dans l'affaire de Charles Alfred Drolet, de Québec,  
épiciier, Failli.  
Avis est par le présent donné qu'un premier et  
dernier bordereau de dividende a été préparé en  
cette affaire.  
Ce dividende sera payable à notre bureau, No 48,  
rue Saint-Pierre, Québec, le ou après le 19 sep-  
tembre 1899.  
Toute opposition au dit dividende devra être pro-  
duite avant la dite date.  
LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Curateurs conjoints.  
Québec, 2 septembre 1899. 3139

## Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, by order in council, dated the 24th of August, 1899, Messrs. Zéphirin Vézina and Louis Germain Alfred Legendre, notary, both of the village of Saint Joseph de Beauce, joint prothonotary of the superior court, clerk of the circuit court, clerk of the peace and clerk of the Crown for the district of Beauce, the said offices having become vacant by the death of Mr. Auguste Chassé. 3150

## Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Dufferin.

Lot 1, of 1st range, to Victor Châteauevert.  
E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 2nd September, 1899. 3148

## Miscellaneous Notices

Province of Québec, }  
District of Beauharnois. } *Superior Court.*  
No. 541.  
Dame Helen T. Stewart, Plaintiff ;  
vs. Defendant.  
David A. Cairns,  
An action en séparation de corps et de biens has  
been instituted in this cause.  
SETH P. LEET,  
Attorney for plaintiff.  
Beauharnois, 31st August, 1899. 3142

## Bankrupt Notices

Canada, }  
Province of Québec, } *Superior Court.*  
District of Québec. }  
In the matter of Charles Alfred Drolet, of Québec,  
grocer, Insolvent.  
Notice is hereby given that a first and final divid-  
end sheet has been prepared in this matter.  
This dividend will be payable at our office, No.  
48, St. Peter street, Québec, on or after the 19th  
of September, 1899.  
Any opposition to the said dividend must be filed  
before the said date.  
LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Joint curators.  
Québec, 2nd September, 1899. ] 3140

*Index de la Gazette Officielle de  
Québec, No. 35*

- ANNONCEURS** :— *Avis aux* :— Concernant avis, etc., 1645.
- ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SEMESTRIELLE** :— Actionnaires de la Cie de chemin de fer Montfort, 1655.
- BILLS PRIVÉS, P. Q.** :— *Avis au sujet des* :— Assemblée législative, 1651 ; Conseil législatif, 1650.
- CAPITAL-ACTIONS AUGMENTÉ** :— La Cie de Pulpe des Laurentides, 1655.
- ÉCOLE DISSIDENTE DISSOUTE** :— Ville-Marie, Co. Pontiac, 1649.
- EXAMEN** :— Candidats pour licence de mesureur de bois, 1649.
- FAILLIS** :— Beaupré, 1657 ; Drolet, 1665 ; Girard, 1657 ; Lafontaine & Poirier, 1658 ; Ménard, 1657 ; Payette, 1657 ; Robitaille, frère & Cie, 1658 ; Smith, 1658.
- LETTRES PATENTES, DEMANDES DE** :— La Cie des champs de course de la Côte Saint-Luc, 1656 ; Le Bulletin médical de Québec, 1657.
- LETTRES PATENTES ÉMISSES** :— Laiterie Brick Coy, 1647 ; The Louiseville Shirt Manufacturing Coy, 1648 ; The Oxol Fluid Beef Coy, 1648 ; The Schloman Manufacturing Coy, 1648.
- LICITATION** :— *Dme Way et vir vs Toll et al*, 1658.
- MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDES DE TRANSFERT** :— De Frs de Sales Bastien à Chs Eug. Bastien, 1649 ; Par P. F. E. Petit des minutes de Melchior Prévost, 1650.
- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE** :— Demande d'ériger en :— Divers lots du canton de Sherbourg à la municipalité de Cherbourg, 1649.
- NOMINATIONS** :— *Agent des terres et des bois de la Couronne* :— Sainte-Luce, 1645.  
*Cour des Commissaires* :— Saint-Alphonse de Thetford, 1645.  
*Estimateurs* :— Municipalité Sainte-Hélène, Kamouraska, 1645.  
*Greffier cour de circuit, greffier de la paix et greffier de la couronne* :— District de Beauce, 1665.
- PROCLAMATIONS** :— Convocation des Chambres *pro forma*, 1647 ; Tenue des termes de la C. C. de Nicolet, 1646.
- SÉPARATIONS DE BIENS** :— Dmes Beaulac vs Richard, 1654 ; Brodeur vs Marin, 1654 ; Brulé vs Bisson, 1653 ; Charette vs Gélinas, 1653 ; Forest vs Forest, 1655 ; Gauthier vs Parent, 1653 ; Héroux vs Grégoire, 1654 ; Leprohon vs Berlinguette, 1655 ; Martineau vs Auclair, 1655 ; Perrault vs Dugas, 1654 ; Rivet vs Bourk, 1654 ; Roy vs Gadbois, 1654.
- SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS** :— Dme Stewart vs Cairns, 1665.
- TERRES DE LA COURONNE** :— *Avis de cancellation, etc.* :— Canton Dufferin, 1665.
- VENTE POUR TAXES MUNICIPALES** :— Corporation ville de Lachine, 1664.

*Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 35*

- ADVERTISERS** :— *Notice to* :— Respecting notices, &c., 1645.
- SEMI ANNUAL GENERAL MEETING** :— Shareholders of the Montfort Railway Coy, 1655.
- PRIVATE BILLS, P. Q.** :— *Notices respecting the* :— Legislative Assembly, 1651 ; Legislative Council, 1650.
- CAPITAL STOCK INCREASED** :— The Laurentide Pulp Coy, 1655.
- DISSIDENT SCHOOL DISSOLVED** :— Ville-Marie, Co. Pontiac, 1649.
- EXAMINATION** :— Candidates for license as lumber culler, 1649.
- INSOLVENTS** :— Beaupré, 1657 ; Drolet, 1665 ; Girard, 1657 ; Lafontaine & Poirier, 1658 ; Ménard, 1657 ; Payette, 1657 ; Robitaille, frère & Cie, 1658 ; Smith, 1658.
- LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR** :— The Côte Saint Luke driving park Coy, 1656 ; Le Bulletin médical de Québec, 1657.
- LETTERS PATENTS GRANTED** :— Laiterie Brick Coy, 1647 ; The Louiseville Shirt Manufacturing Coy, 1648 ; The Oxol Fluid Beef Coy, 1648 ; The Schloman Manufacturing Coy, 1648.
- LICITATION** :— *Dme Way et vir vs Toll et al*, 1658.
- MINUTES OF NOTARIES, APPLICATIONS FOR TRANSFER** :— From Frs de Sales Bastien to Chs Eug. Bastien, 1649 ; From P. F. E. Petit of minutes of Melchior Prévost, 1650.
- SCHOOL MUNICIPALITY** :— Application to erect in :— Several lots of the township of Sherbourg to the municipality of Sherbourg, 1649.
- APPOINTMENTS** :— *Crown land timber agent* :— Sainte Luce, 1645.  
*Commissioners' Court* :— Saint Alphonse de Thetford, 1645.  
*Valuators* :— Municipality Sainte Hélène, Kamouraska, 1645.  
*Clerk of the circuit court, clerk of the peace and clerk of the crown* :— District of Beauce, 1665.
- PROCLAMATIONS** :— Parliament convoked *pro forma*, 1647 ; Tenue des termes de la C. C. de Nicolet, 1646.
- SEPARATIONS AS TO PROPERTY** :— Dmes Beaulac vs Richard, 1654 ; Brodeur vs Marin, 1654 ; Brulé vs Bisson, 1653 ; Charette vs Gélinas, 1653 ; Forest vs Forest, 1655 ; Gauthier vs Parent, 1653 ; Héroux vs Grégoire, 1654 ; Leprohon vs Berlinguette, 1655 ; Martineau vs Auclair, 1655 ; Perrault vs Dugas, 1654 ; Rivet vs Bourk, 1654 ; Roy vs Gadbois, 1654.
- SEPARATION FROM BED AND BOARD** :— Dme Stewart vs Cairns, 1665.
- CROWN LANDS** :— *Notice of cancellation, &c.* :— Township Dufferin, 1665.
- SALE FOR MUNICIPAL TAXES** :— Corporation town of Lachine, 1664.

## VENTES PAR LES SHERIFS :

MONTMAGNY :—Lavoie vs Couillard, 1659.

MONTRÉAL :—Bourassa vs Lefort, 1662 ; Dlle Derome vs Bisaillon, 1661 ; Dme Corse vs Lawson, 1660 ; Dme Corse vs Mitchell, 1660 ; Dme Corse vs Thomas, 1660 ; Thompson, failli, 1661.

QUEBEC :—Boisseau vs Cook, 1663 ; Boulanger vs Jobin, 1663 ; Cité de Québec vs Dodier, 1663.

SAINT-FRANÇOIS :—The Eastern Township's Bank vs Gatien *et al*, 1663.

## SHERIFF'S SALES :

MONTMAGNY :—Lavoie vs Chouinard, 1659.

MONTREAL :—Bourassa vs Lefort, 1662 ; Dlle Derome vs Bisaillon, 1661 ; Dme Corse vs Lawson, 1660 ; Dme Corse vs Mitchell, 1660 ; Dme Corse vs Thomas, 1660 ; Thompson, insolvent, 1661.

QUEBEC :—Boisseau vs Cook, 1663 ; Boulanger vs Jobin, 1663 ; City of Quebec vs Dodier, 1663.

SAINT FRANCIS :—The Eastern Townships' Bank vs Gatien *et al*, 1663.

